

Perspectives de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'échelle planétaire

Investir dans l'agriculture paysanne – une priorité internationale

Au cours des cinq dernières années, le monde a été touché par une série de crises économiques, financières et alimentaires qui ont ralenti, et parfois contrarié, les efforts mondiaux pour réduire la pauvreté et la faim. Aujourd'hui, la volatilité des prix et les chocs climatiques – telle la sécheresse dévastatrice qui a récemment frappé la Corne de l'Afrique – continuent à compromettre gravement ces efforts. Dans ce contexte, promouvoir l'adaptation des moyens de subsistance ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle est devenu la priorité des programmes gouvernementaux. Pour être opérants, ces programmes doivent placer les petits exploitants agricoles au centre de l'action et leur faire jouer un rôle de premier plan dans les efforts d'investissement requis.

Selon la définition établie lors du Sommet mondial sur l'alimentation qui s'est tenu à Rome en 1996, la sécurité alimentaire est assurée "quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine".

À l'époque, il semblait réaliste d'espérer réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion de personnes souffrant de sous-alimentation chronique. Cet objectif était au cœur de la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et constituait le fondement du premier Objectif du Millénaire pour le développement.

Mais aujourd'hui, avec près de un milliard de personnes qui continuent à avoir faim



©FIDA/G.M.B. Akash

chaque jour, force est de constater que le chemin à parcourir est encore long.

Les causes de l'insécurité alimentaire actuelle tiennent en partie à la baisse des investissements publics dans le secteur agricole des pays en développement. En 1979, l'agriculture représentait 18% du total de l'aide publique au développement (APD); en 2009, cette aide n'était que de 6%. Dans les pays en développement, les investissements gouvernementaux dans l'agriculture ont également chuté au cours de cette période, d'un tiers en Afrique et d'au moins deux tiers en Asie et en Amérique latine.

La baisse de l'investissement public ne constitue pas le seul problème. Dans les pays à faible revenu, en particulier, cette baisse s'est accompagnée d'un démantèlement des instruments politiques – souvent coûteux et inefficaces – d'appui à l'agriculture, alors que de nouveaux mécanismes associant le secteur privé tardaient à émerger. Des politiques permettant les investissements agricoles privés (y compris ceux des agriculteurs) font toujours défaut ou sont peu développées.

La flambée des prix des denrées alimentaires qui s'observe sur les

marchés mondiaux depuis 2006 s'inscrit vraisemblablement dans une tendance à long terme haussière et plus instable, du fait d'un déséquilibre entre la demande et l'offre de produits alimentaires, déséquilibre exacerbé par des conditions climatiques plus erratiques et extrêmes et par un mauvais fonctionnement des marchés agricoles. La corrélation plus forte entre les prix des denrées alimentaires et les prix de l'énergie constitue un facteur aggravant.

Les projections de population porteraient à 9,1 milliards le nombre d'habitants de la planète à l'horizon 2050, d'où un défi supplémentaire pour la sécurité alimentaire. Qui dit expansion démographique dit en effet demande accrue en nourriture, en eau et en terre, à un moment où la base de ressources naturelles pour l'agriculture se dégrade, où de grandes superficies de terres agricoles sont détournées de la production vivrière et où le changement climatique menace de diminuer encore la proportion de terres viables sur le plan agricole.

Pour relever ces défis, il est clair que des investissements importants et bien ciblés sont nécessaires, ainsi que des cadres politiques exhaustifs aux niveaux mondial, régional et national.

DONNÉES IMPORTANTES

- On estime à 925 millions le nombre de personnes qui souffrent de la faim dans le monde.
- Environ 1,4 milliard de personnes vivent avec moins de 1,25 USD par jour.
- La population mondiale devrait atteindre 9,1 milliards de personnes à l'horizon de 2050.
- La production vivrière des pays en développement devra pratiquement doubler d'ici à 2050.
- Environ 40% des terres cultivables de la planète sont dégradées d'une manière ou d'une autre et seront encore touchées par le changement climatique.
- Il y a environ un demi-milliard de petites exploitations agricoles dans le monde, qui nourrissent près de 2 milliards de personnes.
- La croissance du PIB générée par l'agriculture est jusqu'à quatre fois plus efficace pour la réduction de la pauvreté que celle produite par d'autres secteurs.
- Les pauvres consacrent entre 50% et 80% de leurs revenus à la nourriture.

LIENS

FIDA
<http://www.ifad.org/>

FAO
<http://www.fao.org/>

PAM
<http://www.wfp.org/>

Secrétaire général de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire

<http://www.un.org/issues/food/taskforce/>

Histoires de terrain du FIDA
<http://www.ifad.org/story/index.htm>

CONTACTS

Henock Kifle
Responsable principal des stratégies de développement

FIDA
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 5459 2021
Courriel: h.kifle@ifad.org

Bettina Prato
Coordonnatrice de la recherche
Département de la stratégie et de la gestion des savoirs
FIDA
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 5459 2122
Courriel: b.prato@ifad.org

L'importance de l'agriculture paysanne

Il y a environ un demi-milliard de petites exploitations agricoles de par le monde. Dans nombre de pays en développement, les exploitations agricoles sont très majoritairement des entreprises familiales de petite taille, qui produisent l'essentiel de la nourriture consommée localement. Dans la plupart de ces pays, les petits exploitants agricoles sont également, et de loin, les principaux investisseurs dans le secteur agricole.

Les petits exploitants agricoles peuvent contribuer de manière significative à la croissance économique ainsi qu'à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le Viet Nam, par exemple, qui était un pays à déficit vivrier, est devenu le deuxième exportateur mondial de riz, en grande partie parce qu'il a développé le secteur de l'agriculture paysanne. Dans ce pays, le pourcentage de pauvreté, qui était de 58% en 1993, est tombé en dessous de 15% en 2008.

Cependant, les petits exploitants agricoles ont besoin d'un accès plus sûr à la terre et à l'eau et d'un meilleur accès aux services financiers pour acheter des semences, des outils et des engrais. Ils ont besoin de marchés qui fonctionnent mieux, qui incitent à investir pour une amélioration de la production à moindre risque; ils ont besoin de routes et de moyens de transport pour acheminer leurs produits sur les marchés; et ils ont besoin d'accéder aux technologies pour bénéficier d'informations fiables et actualisées sur le marché. Ils ont besoin de la recherche agricole et de techniques pour accroître leur productivité et renforcer leurs capacités d'adaptation à la dégradation des ressources naturelles et au changement climatique. Et ils ont besoin d'organisations plus fortes qui mutualisent leurs ressources, gèrent mieux les risques, aient un plus grand pouvoir de négociation sur les places commerciales et influent sur les politiques agricoles et les investissements publics dans ce secteur.

Par-dessus tout, ils ont besoin que leur propre gouvernement et la communauté internationale s'engagent sur du long terme à développer le potentiel de l'agriculture paysanne.

Les activités menées par le FIDA

Tous les projets et programmes financés par le FIDA concernent d'une manière ou d'une autre la sécurité alimentaire. Le FIDA a apporté une aide à plus de 370 millions de ruraux pauvres, femmes et hommes, au cours des trois dernières décennies.

En Inde, par exemple, un projet financé par le FIDA dans le Nord-Est a amélioré la gestion des ressources naturelles, accru la productivité et garanti des pratiques durables en matière de culture et de récolte. Plus de 230 000 ruraux pauvres ont vu leurs conditions d'existence s'améliorer de manière spectaculaire. Ils disposent maintenant de revenus nettement supérieurs et de repas réguliers et plus nutritifs.

“Je me rappelle encore l'époque où on ne mangeait que des courges et des pousses de bambou pendant deux à trois semaines par an car on était à court de riz”, dit Mitharam Maslai, un agriculteur du village de Khwarakai. “Maintenant, on a assez de nourriture pour tenir toute l'année.” L'objectif actuel du gouvernement est de reproduire le projet dans 400 villages supplémentaires et d'atteindre 100 000 personnes de plus d'ici à 2015.

Au Ghana, le FIDA a financé des projets destinés à stimuler la production et la transformation de nombreuses cultures vivrières, dont le manioc, le maïs et les ignames. En promouvant des variétés améliorées, de meilleures pratiques et des partenariats public-privé tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, ce programme de pays a contribué à augmenter la production alimentaire et à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le FIDA a été le principal donateur à soutenir à grande échelle le manioc, l'aliment de base des Ghanéens.

En tant qu'institution de savoir, le FIDA a pour mission d'améliorer la compréhension générale de la pauvreté et de la faim dans les zones rurales et de diffuser des réponses efficaces. Son *Rapport sur la pauvreté rurale 2011* offre une analyse complète des problèmes et possibilités qui se présentent pour lutter contre la pauvreté rurale dans un monde où les zones rurales connaissent une mutation rapide et où les marchés agricoles deviennent plus intégrés. En janvier 2011, des experts et des praticiens du monde entier se sont réunis au FIDA pour réfléchir à “de nouvelles orientations pour l'agriculture paysanne”.

Les principaux partenaires du FIDA sont les gouvernements des pays en développement ainsi que les ruraux pauvres, femmes et hommes, et leurs organisations. En outre, au niveau international, le FIDA travaille avec un grand nombre de partenaires pour mobiliser l'attention générale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et pour soutenir l'agriculture paysanne. Il entretient des liens étroits avec les autres organismes des Nations Unies basés à Rome et joue un rôle actif au sein de l'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire. Le FIDA siège également au comité directeur du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, basé à Washington, programme lancé à la suite de l'Initiative de L'Aquila pour la sécurité alimentaire et du sommet du G20 de Pittsburgh, en 2009. En 2011, le FIDA a continué de contribuer au processus du G20 sur les questions de sécurité alimentaire et de volatilité des prix des produits alimentaires.



Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies qui a pour vocation d'éliminer la pauvreté et la faim dans les zones rurales des pays en développement.

Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono 44, 00142 Rome, Italie
Tél.: +39 06 54591
Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org, www.ruralpovertyportal.org

Août 2011